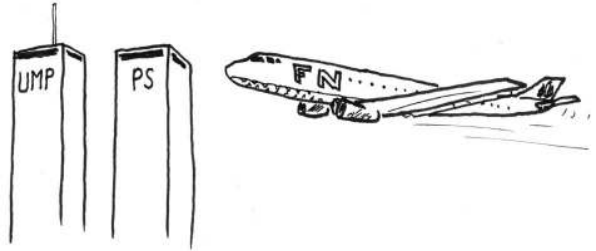


Avoir 20 ans... et voter FN

Lors des élections européennes, le FN a rassemblé 30 % des votes des électeurs de moins 35 ans, soit 5 % de plus qu'aux élections nationales précédentes¹. Avec un chômage important et une crise économique sans fin, les causes des abstentions ou des votes protestataires sont nombreuses... mais pourquoi les jeunes se détournent-ils du vote de gauche au profit de l'extrême-droite ?



Vers un 21 avril en pire ?

Les raisons de ne pas faire confiance aux partis au pouvoir sont nombreuses (crise économique perpétuelle, promesses non tenues,...). Les jeunes sont particulièrement touchés par la pauvreté et le

Suite page 15

Droit du travail : payez l'amende et filez

Une proposition de loi du PS sur l'inspection du travail réunit patronat et syndicats contre elle, pour des motifs différents.

Cette proposition offre quelques moyens nouveaux aux inspecteurs du travail : elle améliore les moyens d'expertise technique (au frais de l'employeur) sur les risques physiques, chimiques et biologiques ; elle élargit la possibilité d'arrêt temporaire de travaux en cas de danger grave et imminent (jusqu'à présent limitée au BTP) ; elle permet

aux inspecteurs de demander tout document nécessaire à leur enquête¹, alors que la liste des documents exigibles était jusqu'alors délimitée précisément dans le code du travail ; elle durcit les peines encourues en cas d'entrave à l'action des agents de contrôle ou de refus de régler une situation dangereuse pour la santé et la sécurité des travailleurs. Voilà qui suffit à la CGPME pour crier à la transformation de l'inspection du Travail en « véritable inquisition du travail ».

Suite page 10

- P6&7 - L'avenir sera COOP ?
- P8&9 - Le Jeu de l'été
- P11 - Affaire Kerviel : la paille et le poutre
- P12 - Un audit de la dette publique de la France ?
- P13 - En rang (social) par deux !

- P2 - Pour une poignée de dollars
- P3 - Mac Do 0 - Bolivie 1
- P4 - Euro et souveraineté démocratique (2)
- P5 - La gauche offensive gagne des points aux européennes
- P5 - Université d'été européenne d'Attac



Pour une poignée de dollars

Après l'Algérie, la Libye, la Syrie ou le Mali c'est au tour de l'Irak d'être la victime d'un groupe de « fous de Dieu » islamistes qui met le pays à feu et à sang.

Ces groupes terroristes, mélange d'illuminés, de mafieux et de politiques tuent, pillent et volent au nom de dieu mais comment se multiplient-ils avec tant de facilité ? Où trouvent-ils l'argent pour acheter véhicules, armes et matériels coûteux ?



C'est un secret de Polichinelle, l'argent coule à flot dans la mouvance islamiste internationale et cet argent provient, pour l'essentiel, des monarchies pétrolières du Golfe perse qui, d'un côté multiplient les signes d'amitié avec les Etats-Unis et les européens pendant que, de l'autre, elles alimentent un terrorisme radical.

Tout en sachant très bien à quoi s'en tenir, les occidentaux continuent de faire comme si de rien n'était, continuent d'acheter du

pétrole, de vendre des équipements civils et militaires et laissent les milliardaires du Golfe acheter immeubles, entreprises ou clubs de sport en occident comme si tout cela était anodin.

Ils laissent aussi certaines monarchies du Golfe financer mosquées et associations dans les banlieues à forte proportion musulmane avec une inconscience et une inconscience totales.

Alors, dans de pareilles conditions, les larmes versées sur les attentats ou les prises d'otages, les réunions internationales pour contrer le terrorisme, les opérations militaires comme celle de la France au Mali, laissent rêveur. A quoi cela sert-il si l'on ne coupe pas le mal à la racine en frappant au porte-monnaie ?

Pourquoi les Etats-Unis (comme leurs alliés occidentaux) qui se disent en guerre contre le terrorisme ne font-ils rien pour empêcher leurs alliés au Moyen-orient de continuer à financer les mouvements djihadistes internationaux ?

Pour trois mauvaises raisons : la peur d'une nouvelle crise pétrolière ; la volonté de capter une large part des pétrodollars pour l'économie occidentale déficiente; l'illusion que les monarchies sunnites du Golfe peuvent constituer un barrage efficace contre l'Iran chiite.

Dans les manifestations en Iran, les Etats-Unis sont souvent présentés comme « le grand Satan », terme que des hommes politiques américains utilisent aussi parfois pour désigner l'Iran. Pourtant, dans son envie de contrer l'offensive islamiste en Irak, les Etats-Unis tentent de s'appuyer à présent sur l'influence irannienne...

Jmj



Il ne faut pas confondre galette des rois et trésor de la monarchie¹

Jean-Charles d'Espagne vient d'abdiquer sur fond de crise économique et de scandales à répétition touchant la famille royale.

En dehors de l'aspect folklorique de la chose et du souvenir très positif laissé par le Juan Carlos des années 70/80², cela pose la question, au XXI^e siècle, de l'utilité -ou plutôt de l'inutilité- des familles régnantes européennes.

A quoi servent ces reliques du passé qui n'ont plus aucun pouvoir réel depuis belle lurette mais continuent à se couronner, à abdiquer, à se marier ou à mourir en très grande pompe ?

A quoi sert-il aux contribuables de tous ces pays de rémunérer et défrayer grassement

ces pantins dont la plus grande raison d'être semble être de remplir *Gala*, *Jours de France* ou *Point de vue images du Monde* de jolies robes, d'uniformes dorés et usurpés et de noms ronflants ?

La reine d'Angleterre serait la femme la plus riche du monde et Juan Carlos touche un salaire de 300 000 euros par an auxquels s'ajoutent 8,6 millions d'euros pour les frais de fonctionnement³.

Il n'y a donc rien d'étonnant, entre les scandales et le coût des familles royales, si dans certains pays, comme l'Espagne, des voix s'élèvent pour réclamer la république.

Jmj

1 - Merci au regretté Franquin pour ce superbe titre.

2 - Après la mort du dictateur Franco en 1975, Juan Carlos s'est engagé pleinement pour que l'Espagne revienne à la démocratie.

3 - La fortune de J.C. est évaluée à 1,8 milliard d'euros...



un roi sans défense

Mac Do 0 - Bolivie 1

Le célèbre marchand d'obésité international, spécialiste de la viande grasse et des petits pains sucrés, alias « Ronald » Mac Donald, vient de fermer son dernier restaurant de Bolivie. Après 10 années de campagnes de publicité massive, le géant du burger s'en va la « queue entre les pattes », car les Boliviens ont préféré continuer de

manger les « en-cas » locaux, tels que les empanadas, plutôt que de consommer la merdouille standardisée « made in USA ».

Un exemple à méditer.

Jmj



Euro et souveraineté démocratique (2)

« Sortir de l'euro », « retrouver sa souveraineté nationale », « pratiquer le protectionnisme à l'échelle du pays »... Voilà des idées développées dans le dernier ouvrage de Frédéric Lordon, *La Malfaçon*, qui évoque aussitôt un repli sur soi mortifère, voire xénophobe ! A gauche, la question du national en est devenue taboue, de peur de se voir soupçonné de collusion avec le Front National... Ce dernier a donc toute latitude pour reprendre à son compte les revendications de souveraineté populaire et de nation citoyenne, pourtant héritées de la Révolution française et historiquement portées par les partis progressistes. Abandonnées par la gauche, ces notions ont fini par prendre, à travers le discours de l'extrême-droite, une coloration ethnique et raciste. Le débat sur l'union monétaire européenne subit lui aussi cette disqualification du national. Contre la désertion de la gauche critique, Frédéric Lordon entend « redire la possibilité du national » et propose pour cela de renoncer à la monnaie unique.

Mais comment distinguer un souverainisme de gauche d'un souverainisme de droite ? D'après Lordon, quand ce dernier signifie la suprématie de la nation conçue comme une masse communiant avec un chef, le premier fait droit à la souveraineté du peuple, c'est-à-dire « l'association aussi large que possible de tous les intéressés à la prise des décisions qui les intéressent »... bref, la démocratie¹.

Or, s'il s'agit de restaurer la souveraineté populaire, la nation s'avère à l'heure actuelle un espace d'exercice de la démocratie encore tout à fait valable et, pour Lordon, le seul espace aujourd'hui pertinent. La solution nationale a en effet l'avantage d'offrir des institutions déjà existantes et encore fonctionnelles, ainsi qu'un ensemble de pratiques qui permettent une délibération et une prise de décisions réellement démocratiques. Pour des raisons historiques, linguistiques et culturelles, « c'est là que les interactions politiques sont les plus denses ». Sans condamner a priori la possibilité d'un dépassement post-national, l'auteur constate que le fait national est un fait ré-

sistant, quand les défenseurs du projet européen ne proposent, eux, qu'un internationalisme dont la possibilité n'est jamais questionnée : face à l'internationalisme concret et destructeur des euro-fédéralistes de droite, les européistes de gauche n'opposent qu'une abstraction, réinventer le principe de nation, mais au niveau supérieur.

« Garantir la paix », « peser dans la mondialisation », « dépasser le cadre national où l'on ne peut plus rien faire »... telles seraient les vertus de l'Union Européenne. Lordon rappelle que de nombreux États à travers le monde parviennent non seulement à ne pas se faire la guerre, mais aussi à développer des politiques nationales autonomes, y compris en résistant aux injonctions néolibérales (Islande, Argentine...). Selon les européistes, la monnaie unique aurait un rôle pacificateur et coopératif, en supprimant les divergences de taux de change et les possibilités de dévaluation unilatérale (moyen agressif de doper ses exportations). Lordon répond que l'euro a créé une autre sorte de non-coopération : privées des gains de concurrence qu'offre la dévaluation de la monnaie, les entreprises ont recours à la dévaluation des salaires, qui met en compétition les travailleurs européens entre eux.

Ce que propose Lordon, c'est d'explorer les potentialités subversives du national face à la marchandisation du monde, pour construire une mondialisation positive : un marché international régulé et l'approfondissement des liens extra-économiques entre pays (liens culturels, politiques, stratégiques, etc.). Pour lui, c'est à ces conditions que l'on peut envisager un re-départ de l'Europe, avec des objectifs plus modestes, comme celui d'une monnaie commune... (à suivre)

Marie

1 - Lordon dénonce au passage l'imposture du revirement idéologique du FN, passé du néo-libéralisme débridé à la défense des travailleurs : ce dont rêve l'extrême-droite, c'est du dépassement de toutes les divisions – la lutte des classes en premier lieu...



La gauche offensive gagne des points aux européennes

On en a bouffé du matin au soir, dans les médias mondiaux, du résultat du Front national et de ses cousins européens. Mais des partis de gauche font aussi de bons scores en Europe, en particulier dans les pays les plus touchés par la crise : la Grèce et l'Espagne.

En Grèce, Syriza¹ est une coalition de mouvements politiques de rupture, devenue le premier parti politique de gauche en Grèce lors des élections législatives de 2012. Conduit par Alexis Tsipras, Syriza est aujourd'hui le principal parti d'opposition au parlement grec (les « socialistes » du PASOK étant alliés au parti de droite Nouvelle démocratie). Avec 26,6 % des voix, Syriza s'est adjugé six sièges au Parlement européen, devant les conservateurs de la Nouvelle démocratie (22,7 %, soit 5 sièges), du Premier ministre Antonis Samaras.

En Espagne, deux mouvements à gauche du PS ont fait des scores appréciables. La

Gauche unie, équivalent de notre Front de gauche, atteint 10% des voix et 6 sièges. Podemos (« nous pouvons »), a obtenu 8 % des voix et 5 sièges après seulement quatre mois d'existence, devenant la quatrième force politique en Espagne. Issu du mouvement des Indignés, Podemos s'est enregistré comme parti politique le 11 mars 2014, avec comme objectif immédiat de présenter une liste aux élections européennes.

En France, la « gauche » flamby s'est pris une raclée, et la gauche radicale une rousté. Ne serait-il pas temps d'aller chercher de l'inspiration au sud ?

Bo. F.

1 - « Coalition de la Gauche Radicale », Membre du Parti de la gauche européenne, comme le Front de Gauche.

Université d'été européenne d'Attac

L'association Attac (Association pour la taxation des transactions financières et l'action citoyenne) organise, du mardi 19 au samedi 23 août 2014, sa troisième Université d'été européenne à l'Université Paris

Diderot, dans le 13^e arrondissement de Paris.

Pendant 5 jours, plus de 1 000 participant-e-s d'une vingtaine de pays vont se rencontrer, échanger leurs points de vue, apprendre les un-e-s des autres, débattre et développer des moyens et stratégies pour sortir de la crise mondiale. Elles et ils prépareront, entre autres, les mobilisations contre la Banque centrale européenne, pour la justice climatique et pour le forum social mondial de Tunis.

Inscriptions, infos pratiques, programme sur : www.esu2014.org



attac

L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ
EUROPÉENNE
DES MOUVEMENTS
SOCIAUX

PARIS
19 - 23 AOÛT 2014
ESU2014-ORG

ON
Y VA !



Coopératives et bourses du travail

Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, utopistes, socialistes, anarchistes et syndicalistes cherchaient des solutions pour remplacer ou aménager un capitalisme qui broyait (déjà) les ouvriers et les salariés (les « prolétaires »). C'est dans ce contexte que les bourses du travail, les coopératives et les sociétés de secours mutuel ont été inventées, à la fois comme un moyen de lutte contre le capitalisme et comme un moyen d'améliorer les conditions de vie des travailleurs.

Les bourses du travail offraient des formations, des soins médicaux, des cantines, des conseils juridiques aux ouvriers tout en leur permettant d'échanger et de se rassembler. Les coopératives étaient des groupements de producteurs (les coopératives agricoles par exemple), ou des groupements de consommateurs contre la vie chère (déjà aussi), ou encore des entreprises autogérées. Les sociétés de secours mutuel, enfin, offraient une protection collective contre la maladie, l'invalidité ou le chômage.

Bon nombre de ces institutions se sont développées (ou se sont simplement maintenues) jusqu'à la Seconde guerre mondiale. Après le cataclysme, elles ont disparu ou évolué vers d'autres rôles puisque, grâce au programme du Conseil national de la résistance et à la croissance rapide des « trente glorieuses », l'Etat-providence remplissait une large partie de leurs rôles (sécurité sociale et assurance chômage). Le capitalisme d'alors était également moins vorace car, en période de guerre froide, la peur des « rouges » limitait ses appétits.

Aujourd'hui la situation est bien différente. Nous connaissons un retour en arrière épouvantable. Tous les acquis des trente glorieuses sont menacés les uns après les autres. Dans ce contexte, l'une des solutions pour lutter efficacement contre le capitalisme « moderne » pourrait être d'avoir recours de nouveau à vieux remède : les coopératives.

Jmj

Victoire des Fralib¹

Les Fralib viennent de gagner leur bras de fer face à une grande société capitaliste multinationale (unilever). Non seulement ils évitent la fermeture et la destruction de l'usine, mais ils vont pouvoir reprendre l'activité en coopérative grâce à la mise en commun des indemnités de licenciements qu'ils viennent d'obtenir après une lutte de plus de trois ans, et grâce au rachat des installations pour « un euro symbolique ».

1 - Entreprise de thés et tisanes connue sous le nom de sa marque « l'éléphant ».

LE THE ELEPHANT RESTERA EN PROVENCE !



**solidarité avec les FRALIB !
NON A LA FERMETURE !**



La louve

Tom et Brian¹, tentent une nouvelle aventure. Ils ont décidé de fonder, sur le modèle de la « Park Slope Food Coop » de New-York², une coopérative alimentaire. Ce « supermarché collaboratif » ouvrira ses portes l'année prochaine rue des Poissonniers dans le XVIII^e arrondissement de la capitale.

Il proposera des produits de qualité à bas prix grâce au système « *adhésion, collaboration, autogestion* »... Cela signifie, en clair, que, pour être « client » il faudra être adhérent et offrir quelques heures par mois à la coopérative (en fonction des disponibilités et des compétences de chacun).

Quelques permanents assureront la liaison et l'organisation de l'ensemble et seront rémunérés grâce aux cotisations et aux bénéfices.

La Louve sera aussi un lieu d'échange culturel, associatif, militant, un lieu de sensibilisation aux enjeux alimentaires et sanitaires du monde contemporain.



Si la Louve n'ouvre que l'année prochaine, vous pouvez déjà venir aux réunions et adhérer. Pour tous les renseignements, voir le site : www.cooplalouve.fr³.

Jmj

- 1 - Deux des fondateurs du PIAF,
- 2 - Ce supermarché coopératif créé il y a plus de vingt ans à New-York compte maintenant plus de 16 000 adhérents.
- 3 - Pour plus d'informations vous pouvez aussi écouter le podcast de l'émission du PIAF et d'ATTAC sur FPP (106.3) sur le site de FPP, émission « mode d'emploi ».

La coop de la Goutte d'Or

Dans le même ordre d'idée mais à une échelle plus petite, vient d'ouvrir (encore à Paris, dans le 18^{ème}) la coopérative alimentaire de la Goutte d'or, qui propose des produits exclusivement bio à un tarif accessible à tous. Située 38 rue Myrha, elle est ouverte les mardis et jeudis, de 18 H 00 à 20 h15, et les samedis, de 10 H à 13 H00.



Aide Carla à compléter sa chanson !

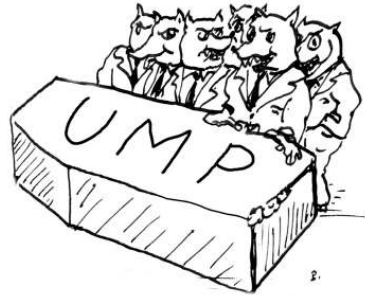
Mon p _____ l _____ ,
cet été pas de p _____ ,
ni de b _ _ t _ t r e m _____ !

On va cueillir des oranges
chez _____ an.





Pour cela, aide-toi des dessins ci-dessous!





Droit du travail : payez l'amende et filez

(suite de la page 1)

D'autre part, cette loi permettrait de remplacer, dans certains cas², les procédures judiciaires (et les sanctions pénales en découlant) par des amendes fixées directement par l'administration, sans passer par la justice. En effet, sur l'ensemble des procès-verbaux dressés par l'inspection du travail en 2011, 54 % n'ont pas reçu de suite connue (36 % en 2008) et parmi ceux ayant une suite connue, seuls 15 % ont donné lieu à des poursuites (33 % en 2008). Comme le résume le directeur adjoint de la Direction générale du travail : « les tribunaux condamnent peu, trop tard et trop faiblement pour que la sanction soit dissuasive ».

Les entreprises pourraient négocier leur sanction

Mais derrière l'objectif louable d'améliorer l'efficacité des contrôles, les syndicats de l'inspection du travail et de la justice pointent plusieurs risques³. Sur la base du procès-verbal établi par l'inspecteur du travail, l'amende serait fixée par le Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE). La sanction pourrait être négociée, ce qui ouvre la porte aux chantages à l'emploi, le statut du DIRECCTE ne lui donnant aucune garantie d'indépendance vis-à-vis du pouvoir politique (contrairement aux magistrats). « *Le petit délinquant pour un vol de scooter va au tribunal, tandis que le patron ira dans le bureau feutré de la Direccte. On transforme les patrons en justiciables à part* », résume Julien Boeldieu, inspecteur du travail et militant CGT. Ce

traitement de faveur pose aussi un problème de transparence et d'équité dans l'application du droit du travail : contrairement à un procès, la négociation de l'amende ne sera pas publique et exclura les travailleurs et leurs syndicats, qui ne pourront pas faire valoir les droits des victimes de ces infractions.

2 200 inspecteurs pour environ 1,8 million d'entreprises

Au-delà du débat entre l'efficacité des contrôles et le respect des principes du droit, il ne faudrait pas oublier les vraies raisons de la difficulté à faire respecter le droit du travail : le manque criant de magistrats et de fonctionnaires de la justice et de l'inspection

du travail (2 200 inspecteurs pour environ 1,8 million d'entreprises). Un manque de contrôle particulièrement fragilisant pour les salariés, dans un contexte général de résignation face à « la crise ».

Folubert Sansonnet

1 - un droit déjà reconnu par l'article 12 de la convention n° 81 sur l'inspection du travail de l'Organisation internationale du travail (OIT), mais jusqu'ici non transposé dans le code du travail.

2 - manquements aux règles fondamentales du droit du travail (durée du travail, temps de repos, fixation du salaire...) ou refus de se conformer à des injonctions de l'administration en matière de sécurité au travail

3 - www.syndicat-magistrature.org/Le-crepuscule-du-droit-penal-du.html



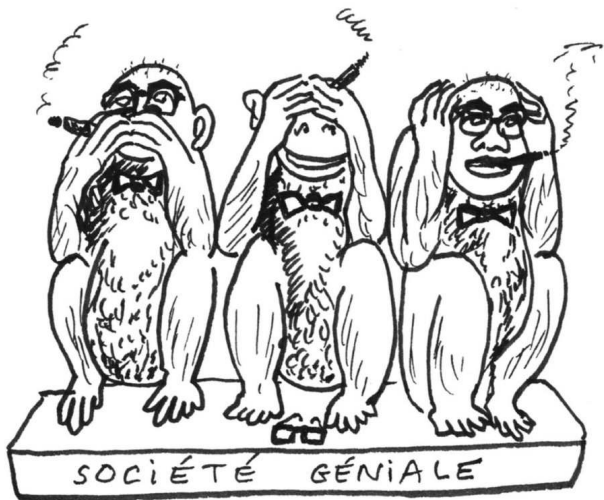


Affaire Kerviel : la paille et la poutre

Le feuilleton Kerviel-Société générale a connu un nouvel épisode avec la randonnée médiatique de l'ex-trader en Italie et son incarcération spectacle à la frontière italienne.

Malgré tous ses repentirs et ses pénitences, fussent-ils sincères, l'ancien employé de la banque n'est guère sympathique. Il le deviendrait pourtant presque, malgré lui, du fait de tous les commentaires qu'il suscite.

Le ministre des finances, Michel Sapin, déclarait que Kerviel est « un escroc » qui doit « bien entendu purger sa peine ». Kerviel a sans doute bien des raisons d'arriver à la case prison. Cependant, ce qui choque ici ce n'est pas que Kerviel soit incarcéré mais que tous ses collègues des salles de marché et des banques



n'y soient pas également, que les responsables des banques ne partagent pas ce sort, ainsi que les grands spéculateurs (les escrocs « légaux »). On flaire quand même le côté bouc émissaire : en sacrifier un pour sauver la respectabilité du système.

On a entendu des chefs d'état qui promettent de « mettre la finance au pas ». On en cherche encore les effets.

Vincent Auriol, ministre socialiste des Finances (1936-1937) dans le cabinet de Léon Blum (Front populaire), était un peu plus virulent : « Les banques, je les ferme, les banquiers, je les enferme ».

Kerviel a sans doute sa place en cabane, mais ne devrait-il pas y être plus entouré ?

Jmj

©opyleft

La diffusion de ce journal est régie par une licence Creative Commons.

Vous êtes libres de reproduire, distribuer et communiquer cette création dans les conditions suivantes : # Citer les auteurs # Ne pas utiliser à des fins commerciales # Utiliser cette même licence (chacune de ces conditions peut être levée avec notre autorisation).

<http://www.creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/>

Maquette réalisée sous logiciel libre Scribus

Dessins bidouillés sous logiciel libre Gimp

ISSN : 1957-0031

Association loi 1901 « Le Piaf »

2&4 boulevard Ornano

75018 Paris - France

contact@le-piaf.org

www.le-piaf.org

Directeur de la publication

du numéro 72 : Boris France

Comité de rédaction : Alex D., Benj,

Bo.F., Cathy Ré, Cecile V., Cluc,

Gaël Mahé, JMj, Katerina Bauhaus,

Laurence, M. Solal, Magali, Marie,

Oliver Carmine, Patrick, PB,

Pierre Fouilhoux, Robert Moineau.



Un audit de la dette publique de la France ?

On l'entend partout, sur toutes les ondes, dans les bouches d'une grande majorité de nos hommes politiques : la France doit se serrer la ceinture. Elle aurait en effet vécu au-dessus de ses moyens pendant de nombreuses années, en flambant à coups de protection sociale, de recrutements de fonctionnaires, de politiques culturelles et autres caprices. Voilà comment aurait été accumulée cette fameuse dette qui nous pèse tant aujourd'hui... C'est ce discours qui permet aujourd'hui à nos dirigeants de présenter les politiques d'austérité comme la seule alternative possible et de justifier les coupes dans les dépenses publiques.

Pour lutter contre ce fatalisme destructeur, un collectif national pour un audit citoyen de la dette publique¹, formé d'organisations syndicales et associatives et soutenu par plusieurs formations politiques, a décidé de regarder d'un peu plus près les origines et la formation de cette dette depuis le début des années 80 et a publié son premier rapport le 27 mai dernier.

59% de la dette publique proviennent des cadeaux fiscaux et des taux d'intérêt excessifs

Dans ce rapport, le collectif montre que l'augmentation de la dette de l'État² ne peut s'expliquer par l'augmentation des dépenses. La preuve : leur part dans le PIB a chuté de 2 points en trente ans. « Si la dette a augmenté c'est d'abord parce que tout au long de ces années l'État s'est systématiquement privé de recettes en exonérant les ménages aisés et les grandes entreprises : du fait de la multiplication des cadeaux fiscaux et des niches, la part des recettes de l'État dans le PIB a chuté de 5 points en 30 ans. Si l'État, au lieu de se dépouiller lui-

même, avait maintenu constante la part de ses recettes dans le PIB, la dette publique serait aujourd'hui inférieure de 24 points de PIB (soit 488 milliards €) à son niveau actuel ».

L'autre phénomène majeur pointé dans ce rapport : les taux d'intérêts excessifs, mis en pratique dans les années 90 quand la France, pour préparer son entrée dans la zone euro et respecter les critères dits de Maastricht, a pratiqué une politique du franc fort. Des taux d'intérêt très élevés ont permis de limiter la création monétaire et donc de maintenir la valeur du franc. Ces taux d'intérêts élevés ont généré une augmentation mécanique de la dette, que nous continuons de payer aujourd'hui. Le rapport souligne que « si l'État, au lieu de se financer depuis 30 ans sur les marchés financiers, avait recouru à des emprunts directement auprès des ménages ou des banques à un taux d'intérêt réel de 2 %, la dette publique serait aujourd'hui inférieure de 29 points de PIB (soit 589 milliards €) à son niveau actuel ».

L'impact combiné des taux d'intérêts et de la politique fiscale sur la dette publique est majeur : 53% du PIB (soit 1077 milliards €). Si l'État n'avait pas réduit ses recettes et choyé les marchés financiers, le ratio dette publique sur PIB aurait été en 2012 de 43% au lieu de 90 % (soit un ratio tout à fait acceptable). En clair, les dépenses publiques ne sont pas la cause de la dette : elles en sont le bouc-émissaire.

Magali

1 - www.audit-citoyen.org

2 - La dette de l'État représente l'essentiel (79%) de la dette publique. La dette de la Sécurité sociale en représente 15%



Conseil Général de Seine Saint-Denis : pour les agents , le changement c'est dans les dents !

Nicolas Sarkozy proclamait il y a peu « travailler plus pour gagner plus », slogan assez ridicule en période de chômage de masse. A sa suite, le Conseil Général de Seine-Saint-Denis (93), dirigé par le Parti Socialiste, propose à ses agents « travailler beaucoup plus, pour gagner toujours la même chose ». Ainsi, le président du Conseil Général (Stéphane Troussel, qui fait suite à Claude Bartolone parti présider l'Assemblée) et son fringant vice-président chargé des collèges (Mathieu Hanotin) proposent sous prétexte d'équité et de restructuration de supprimer 33 agents, l'année où s'ouvrent 6 collèges de plus. Le 93 est un département où le nombre d'élèves augmente avec 600

collégiens de plus à la rentrée.

Depuis plusieurs années, les agents de service des collèges réclament des créations de postes pour assurer le service et afin d'assurer les remplacements. Ces agents techniques ayant des salaires très bas (1450€ net mensuel après 20 ans d'ancienneté), ce n'est pourtant pas avec ces suppressions de postes que le 93 pourra réduire son budget (2,3 milliards d'euro en 2014)

Jmj





En rang (social) par deux !

Le mythe de l'école républicaine où tous les enfants ont des chances égales de réussir est toujours présent dans les esprits : on cite tel homme ou telle femme politique ayant brillamment réussi l'ENA en venant d'une famille pauvre et immigrée. Pourtant l'école française, loin d'être un ascenseur social serait plutôt un escalier mal éclairé... Quelques chiffres pour l'illustrer.

Un rapport de 2006 fait par Jacques Delors pour le gouvernement Villepin, chiffrait à 140 000 les jeunes qui quittaient l'école sans diplôme... Huit ans plus tard, il y a toujours ce même chiffre de 140 000 décrocheurs. En 2007, un rapport du Sénat précisait que 43 % des enfants d'enseignants accèdent à un bac S, contre 6 % des enfants d'ouvriers (un enfant d'ouvrier à 7 fois moins de chance qu'un enfant de cadre supérieur d'accéder à l'enseignement supérieur).

140 000 décrocheurs par an depuis 2006

Le principal changement entre les années 60 et les années 80 est que l'accès aux études supérieures s'est largement ouvert. Le nombre des étudiants a été multiplié par 7 créant une massification de l'enseignement supérieur qui a rempli à ras bord les amphis des universités. Parallèlement, le bac a perdu de sa valeur par rapport au marché du travail et même des études longues n'augmentent pas significativement les chances d'avoir un emploi : le taux de chômage des bacs+2 est seulement de 2 points supérieurs à celui des bacs+4.

40 % d'enfants d'enseignants bénéficient de dérogations à la carte scolaire en Ile-de-France

Les inégalités restent fortes et apparaissent dès le primaire ou le collège. La carte scolaire avait, jadis, pour objectif de permettre la mixité sociale et d'éviter la

formation d'établissements-poubelles. En 2005 pourtant, 40 % d'enfants d'enseignants bénéficiaient de dérogations pour échapper à la carte scolaire en Ile-de-France¹ et ainsi choisir leur collège ou leur lycée. En 2008, Nicolas Sarkozy a assoupli davantage cette carte scolaire : le 26 mai dernier, des provisoires syndicalistes ont dénoncé l'impact de cette réforme qui crée des établissements où ne restent que des élèves en grande difficulté sociale et scolaire.

Les établissements scolaires des banlieues ou des zones rurales en difficulté reçoivent des moyens supplémentaires ridicules par rapport aux difficultés rencontrées. Les équipes éducatives de ces établissements sont souvent composées d'enseignants jeunes, les professeurs chevronnés fuyant les établissements difficiles.

Egalité des chances ?

La sélection au mérite, fondée sur le niveau scolaire, favorise les enfants de familles aisées pour l'accès aux formations les plus prestigieuses. Tant que l'école n'aura pas les moyens de compenser ces différences sociales, aucune « égalité des chances » n'est possible.

G.K.W. VanDenParaboum

1 - A l'école des inégalités, Michel Godet, Libération du 11 novembre 2005



Avoir 20 ans... et voter FN (suite de la page 1)

déclassement, c'est-à-dire l'impression d'avoir de plus grandes difficultés à gagner sa vie que ses parents.

La ségrégation urbaine et rurale s'amplifie. Les distances se creusent encore entre les jeunes des banlieues ou des zones rurales et les jeunes des milieux favorisés. L'échec scolaire est ressenti comme une humiliation par rapport à ceux, qui, plus favorisés socialement, sont épargnés par la crise (voir article p14). Même les jeunes issus de l'immigration peuvent apparaître comme plus aidés ou plus aptes à réussir. Et ce phénomène est amplifié par les reportages qui focalisent sur ceux qui s'enrichissent illégalement.

L'école véhicule des idées très fortes sur l'identité française : au travers du récit des guerres et de l'histoire ancienne qui monopolisent l'essentiel des programmes d'histoire ou de littérature, les programmes ont une préoccupation identitaire constante.

Les luttes sociales ou l'apport des nombreuses vagues d'immigration ne sont présentées que de façon anecdotique et les interventions de Nicolas Sarkozy dans les programmes ont encore renforcé ces dérives.

Les jeunes ne font pas confiance à un système scolaire où leurs efforts semblent ne rien apporter. Malgré le chômage, l'école continue d'être une machine à trier pour sélectionner des travailleurs prêts pour l'entreprise. Or sa vraie mission est de permettre aux jeunes de s'émanciper et d'avoir un jugement à eux sur la société dans laquelle ils veulent vivre.

G.K.W. VanDenParaboum

1 - On peut quand même relativiser ce chiffre comptenu d'une abstention massive chez les jeunes (59 % d'abstention chez les 18-24) en constatant que seulement 8 % des moins de 35 ans se sont déplacés pour voter FN.





PIAF N°72 - Juin-Juillet 2014

Emission « Là-bas si j'y suis » Meeting et rassemblement de soutien à. Le 3 et le 5 juillet à Paris.

paris.demosphere.eu/rv/34414 et pétition pour sauver l'émission à la rentrée <http://sauvonlabas.wesign.it/fr>

Notre-Dame-des-Landes : l'abandon, c'est maintenant ! 5&6 juillet à Nantes www.acipa-ndl.fr/sites-et-blogs/sites-de-la-lutte/coordination

18e édition du festival de films Résistances "Quand le peuple se fâch(is)e". Du 4 au 12 juillet 2014, à Foix, en Ariège. festival-resistances.fr

Festival des Reclusiennes "les Gardiens de la Terre". Nombreux ateliers, conférences, chantiers coopératifs, spectacles. Du 8 au 13 juillet, à Ste Foy La Grande (33) dazibao.talence.over-blog.com

7e édition de l'AlterTour "Travailler, Pour Qui ? PourQuoi ?". Du 12 juillet 2014 au 17 août 2014 en passant par la Haute-Loire, le Puy-de-Dôme, le Cantal, la Corrèze, la Haute-Vienne, la Creuse, la Dordogne, la Charente, la Vienne, les Deux-Sèvres et la Charente-Maritime. www.af3v.org/Alter-Tour-2014.html

Désarmons le 14 juillet. Faisons lui sa fête! Appel collectif sans organisateur. Rassemblement à partir de 12h devant

l'ancienne caserne militaire Reuilly, 20 rue Reuilly à Paris. Grand picnic participatif. paris.demosphere.eu/rv/34387

Masse critique Manifestation festive et familiale à vélo dans les rues de Liège. Rendez-vous le 25 juillet à 17h30, départ à 18h place St-Léonard massecritique.agora.eu.org

La Belle Rouge 2014, Festival de la Compagnie Jolie Môme. 3 jours de théâtre, cinéma, chanson, politique, musique et fraternité ! du 25 au 27 juillet, à Saint-Amant-Roche-Savine (63) www.cie-joliemome.org

7e édition de l'AlterVillage d'Attac. Lles formes d'actions et les pratiques militantes, ateliers, débats, entraînements. Du 27 juillet au 3 août, à Saillans (Drôme) france.attac.org

Université d'été à l'initiative des Attac d'Europe (voir article p5). Du 19 au 23 août, Université Paris VII – Diderot, Paris. www.esu2014.org

Ecouter les rediffs de l'émission **Modes d'Emploi** (modes-d-emploi.net) sur FFP 106.3 et rfpp.net tous les vendredis à 20h30. www.citoyens-resistants.fr. Reprise d'antenne en septembre!

paris.demosphere.eu_rezo.net/agenda

[Bulletin d'Abonnement]

Le Piaf est un journal participatif à contenu gratuit, sous format électronique et surtout papier pour que le plus grand nombre de personnes puissent y avoir accès,



pour le lire et le partager. Vous pouvez l'imprimer

à partir du site www.le-piaf.org

Si vous souhaitez devenir diffuseur du Piaf, nous vous proposons aussi de vous en envoyer un grand nombre à prix coûtant.

Nous cherchons aussi des lieux de dépôt pour indiquer à nos lecteurs où trouver des Piaf.



Les chèques sont à adresser à l'ordre de:

Le Piaf

Le Piaf - 2&4 bvd Ornano
75018 Paris - France

JE SOUHAITE :

1 ABONNEMENT ANNUEL INDIVIDUEL = 12 €

RECEVOIR PLUSIEURS EXEMPLAIRES D'1 NUMÉRO

30 EX = 4,60 € 100 EX = 9 €

PROPOSER UN LIEU DE DÉPÔT

ADHÉRER À L'ASSOCIATION LE PIAF = 15 € (OU + SI AFFINITÉS)

FAIRE UN DON

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

.....

.....

EMAIL